

HORS SÉRIE | TAUX OBLIGATAIRES : UNE REMONTÉE PROBLÉMATIQUE ?

TRANSCRIPTION

00:00:10:14 - 00:00:32:35

Emmanuel Laborde

Bonjour à tous, En cette rentrée 2026, les taux d'intérêts atteignent des sommets inédits depuis des décennies. Cela pose plusieurs questions. Déjà pourquoi une telle situation ? Est-ce soutenable ? Et quelles conséquences pour les économies des différents pays ? Autant de points que nous allons aborder durant les prochaines minutes avec les équipes des économistes de BNP Paribas. Et nous débutons tout de suite avec Isabelle Mateos y Lago, cheffe Économiste du groupe.

00:00:32:36 - 00:00:59:16

Emmanuel Laborde

Bonjour Isabelle.

Isabelle Mateos y Lago

Bonjour Emmanuel, bonjour à tous.

Emmanuel Laborde

Merci d'être avec nous pour cette vidéo. Première question extrêmement simple. Petite explication de texte de quels taux parle-t-on, et quels sont les pays qui sont concernés ? Oui, très bonne question. Donc de quels taux ? On parle des taux auxquels empruntent les États souverains et en particulier les économies avancées, notamment les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni et les économies de la zone euro.

00:00:59:20 - 00:01:19:37

Isabelle Mateos y Lago

Tu as mentionné en introduction que dernièrement, ces taux atteignaient des niveaux que nous n'avions pas vus depuis plus de 20 ans. C'est vrai. Mais je crois qu'il est important de rappeler qu'avant le milieu des années 2000, c'était des niveaux de taux qui étaient parfaitement normaux. Donc il ne faut pas non plus dramatiser. Pourquoi une telle situation ? Qu'est ce qui fait qu'aujourd'hui, septembre 2026, nous en sommes arrivés à ce point ?

00:01:19:41 - 00:01:43:10

Isabelle Mateos y Lago

La cause directe, c'est que les investisseurs exigent des taux d'intérêts plus élevés pour accepter de prêter aux États. Mais pourquoi ? Eh bien, il y a trois raisons à cela, et elles ne sont pas toutes négatives. La première est même plutôt positive. La première, c'est qu'il y a une concurrence accrue entre les États et les entreprises qui se trouvent face à des besoins d'investissement très importants.

00:01:43:14 - 00:02:11:26

Isabelle Mateos y Lago

Simultanément dans la défense, dans l'intelligence artificielle, dans la transition énergétique et de manière générale, dans la résilience. Donc, il y a une concurrence pour le capital, qui est un phénomène relativement nouveau. Deuxième cause, il y a eu une révision à la hausse par les marchés des attentes de hausse de taux d'intérêt des banques centrales. Et ça, ça se reflète mécaniquement dans les taux d'intérêts à long terme qui sont ceux dont on parle aujourd'hui.

00:02:11:30 - 00:02:35:44

Isabelle Mateos y Lago

Et puis la troisième cause, potentielle, et qui n'est pas systématique, il peut y avoir aussi des craintes quant à la soutenabilité des finances publiques des États qui empruntent et donc une prime de risque supérieure. Ce sont les trois causes et elles ne sont pas nécessairement présentes partout. Mais en gros, c'est de ça qu'il s'agit. Quel risque est-ce que cela fait peser sur les différentes économies du monde ?

00:02:35:48 - 00:02:57:16

Isabelle Mateos y Lago

Alors c'est exactement la question qu'on va approfondir avec mes collègues dans les plateaux suivants. Mais en gros, il y a deux canaux. D'une part, c'est un, c'est pénalisant pour les finances publiques, ça complique l'équation pour les finances publiques et d'autre part, ça peut ralentir l'économie. Voilà. Donc on va explorer tout ça dans les plateaux qui viennent.

Emmanuel Laborde

Merci beaucoup Isabelle, tu reviendras avec nous pour le mot de la fin,

00:02:57:16 - 00:03:11:32

Emmanuel Laborde

la conclusion, tout à l'heure. Nous passons nous au premier chapitre et nous allons nous poser cette question : qu'est ce qui fait qu'une dette est soutenable ? Élément de réponse tout de suite avec Jean-Luc Proutat.

00:03:11:36 - 00:03:43:49

Emmanuel Laborde

Bonjour Jean-Luc et merci d'être avec nous aujourd'hui.

Jean-Luc Proutat

Bonjour Emmanuel et bonjour à tous.

Emmanuel Laborde

Alors, lorsque les économistes parlent de dette, ils évoquent très souvent la soutenabilité de la dette. Ça tombe bien, tu es économiste, tu vas donc pouvoir nous éclairer sur le sujet. Question également : quand est ce qu'on considère qu'une trajectoire de dette n'est plus soutenable ?

Jean-Luc Proutat

Alors on peut peut-être commencer par dire qu'une dette peut monter une marche, deux marches, ça arrive d'ailleurs souvent en cas de coup dur, une récession économique ou plus récemment une crise sanitaire, sans que cela porte à conséquence.

00:03:43:49 - 00:04:08:21

Jean-Luc Proutat

La dette joue un rôle d'amortisseur dans ces cas-là. Là où un souci est susceptible d'apparaître, c'est si la marche franchie n'est jamais redescendue. Donc une trajectoire non soutenable, ça pourrait être associé à une hausse continue de la dette publique ininterrompue, entretenue par des déficits à la fois trop élevés et récurrents. Et parfois, il arrive d'ailleurs que le phénomène s'aggrave, s'auto entretienne du fait de la charge d'intérêts qui est versée.

00:04:08:23 - 00:04:29:49

Emmanuel Laborde

En fait, ce que tu nous décris avec des mots extrêmement simples, c'est l'effet boule de neige.

Jean-Luc Proutat

Exactement, et c'est cet effet-là qui doit amener les gouvernements à prendre des mesures correctrices, qui ne sont jamais des mesures très populaires, puisque c'est soit des hausses d'impôts, soit mettre un frein sur les dépenses. À défaut de quoi ? Le risque, c'est que, à terme, les créanciers ne vous fassent plus confiance et que vous ayez des difficultés à refinancer votre dette.

00:04:30:03 - 00:04:54:15

Emmanuel Laborde

Concernant les gouvernements, précisément. Qu'est ce qui doit les alerter sur la trajectoire des finances publiques et à quel moment est-ce que l'équation peut être compliquée, voire trop compliquée pour être gérée ?

Jean-Luc Proutat

Eh bien, par exemple, lorsque les taux d'intérêt remontent, ça peut être un signal d'alerte. C'est d'ailleurs le thème de notre de nos différents entretiens. Jusqu'à il n'y a pas tellement longtemps, jusqu'en 2022, les taux d'intérêt étaient très bas.

00:04:54:24 - 00:05:19:14

Jean-Luc Proutat

Les États empruntaient à des taux très faibles, voire négatifs pour certains, la France était concernée. Donc à l'époque, jusqu'en 2022, les dettes étaient déjà élevées, mais la charge d'intérêt qui en découlait était tout à fait supportable et il n'y avait pas trop de difficultés pour stabiliser les ratios d'endettement.

Emmanuel Laborde

On s'en souvient très bien parce que c'était une situation tellement atypique qu'on l'a toujours en tête. En revanche, depuis quelques années, les choses ont bien changé.

00:05:19:19 - 00:05:40:11

Jean-Luc Proutat

Oui, exactement. Il y a eu de l'inflation. Pour combattre l'inflation, la Banque centrale européenne a dû resserrer le robinet du crédit. Emprunter coûte plus cher et les taux d'intérêt sont en train de remonter. Il se rapproche des taux de croissance de l'économie. Donc en fait, dans le jargon, on dit que l'écart « r » – « g » est en train de se resserrer.

Emmanuel Laborde

Alors qu'est-ce qu'il a d'important cet écart ?

00:05:40:12 - 00:06:05:37

Emmanuel Laborde

Pourquoi est-ce que les économistes le surveillent avec autant d'attention ?

Jean-Luc Proutat

Alors le taux d'intérêt « r », c'est ce qui va conditionner la charge de votre dette et les paiements intérêts, tandis que le taux de croissance de l'économie, « g », c'est ce qui va conditionner la dynamique de vos recettes. Jusqu'à récemment, les années récentes « r » étaient plus petit que « g ». Ce qui veut dire que spontanément, les charges financières, les paiements d'intérêts augmentaient moins vite que les recettes.

00:06:05:38 - 00:06:27:29

Emmanuel Laborde

Et donc ça donnait des marges de manœuvre aux différents gouvernements pour les affecter. Par exemple, si on prend les principaux postes, c'est la défense et l'éducation. Ça peut être aujourd'hui les pensions de retraite.

Jean-Luc Proutat

Exactement. C'est ce qu'on appelle le budget primaire. Alors évidemment, là où ça commence à se compliquer, c'est lorsque vous avez une hausse des taux d'intérêt et qu'en même temps l'économie ne délivre pas beaucoup plus de croissance.

00:06:27:30 - 00:06:54:03

Jean-Luc Proutat

Et là, ces marges de manœuvre sur le budget primaire se rétrécissent.

Emmanuel Laborde

C'est très clair Jean-Luc, Juste quelques mots maintenant pour clore et conclure ce chapitre consacré à la soutenabilité.

Jean-Luc Proutat

Eh bien la conclusion, c'est qu'on est en train de rentrer dans une époque où stabiliser les ratios d'endettement public va réclamer plus de discipline budgétaire ou moins d'indiscipline pourrait dire certains, et notamment pour les pays qui ont accumulé beaucoup de dettes.

00:06:54:07 - 00:07:14:38

Jean-Luc Proutat

Alors ce n'est pas forcément impossible. Certains pays, comme l'Italie, y arrivent très bien. L'Italie n'a pas de déficit primaire. Et quand aux autres pays...

Emmanuel Laborde

Nous allons en parler maintenant avec Stéphane Colliac. Merci beaucoup Jean-Luc.

Jean-Luc Proutat

Merci Emmanuel.

00:07:14:42 - 00:07:45:06

Emmanuel Laborde

Bonjour Stéphane,

Stéphane Colliac

Bonjour Emmanuel, Bonjour à tous.

Emmanuel Laborde

Bienvenue dans cette vidéo. La marge de manœuvre dont dispose la politique budgétaire dépend évidemment énormément de l'environnement de taux et celui-ci s'est fortement durci durant ces derniers mois. Où en sommes-nous aujourd'hui ? Point sur la situation à septembre 2026 ?

Stéphane Colliac

Effectivement Emmanuel, les taux longs ont remonté et les taux d'intérêt sont revenus proches de leur niveau de 2008 en Europe et aux États-Unis, et ils sont même revenus proche de leur niveau de 1996 au Japon.

00:07:45:10 - 00:08:06:45

Stéphane Colliac

Mais notons quand même que ces niveaux de taux était assez courant avant 2008. De plus, le taux d'intérêt effectif que paient les États sur leur dette reste inférieur aux taux qu'on observe sur les marchés, parce que la maturité moyenne de ces dettes est relativement élevée.

Emmanuel Laborde

Et ça représente combien précisément ?

Stéphane Colliac

Ça représente près de dix ans au Japon, même treize ans au Royaume-Uni et huit ans et demi à peu près en moyenne en France.

00:08:06:49 - 00:08:23:42

Stéphane Colliac

Ce que cela veut dire, c'est que la majeure partie des dettes a été émise dans la période de taux bas. Ça veut dire que le taux effectif que paient beaucoup d'États sur leurs dettes est encore relativement limité. C'est par exemple 2 % en France. Ça a simplement franchi ce niveau-là cette année. Ce n'est pas le niveau de taux d'intérêt qu'on observe sur les marchés.

00:08:23:42 - 00:08:43:17

Stéphane Colliac

Par exemple sur le taux à 10 ans français qui a franchi les 4 % cette année, on est bien inférieur. Mais cette remontée du taux d'intérêt effectif est plus précoce et plus importante aux États-Unis parce que la maturité moyenne est plus faible là-

bas, elle est simplement de 6 ans.

Emmanuel Laborde

Et cette remontée de taux, elle arrive dans un contexte particulier avec un ratio dette/PIB qui est très élevée.

00:08:43:17 - 00:09:02:45

Emmanuel Laborde

Une croissance qui, elle, est très, très modérée. C'est ça le tableau ?

Stéphane Colliac

Exactement. Les niveaux de dette atteignent des niveaux qui n'ont plus été observés depuis la deuxième guerre mondiale et la croissance n'est pas au niveau qu'elle avait à l'époque. Elle est par exemple de 2 % par an en moyenne aux États-Unis, de 1 % à peu près en moyenne en Europe et de 0,5 % au Japon.

00:09:02:47 - 00:09:20:33

Emmanuel Laborde

Qu'est-ce que cela implique pour le service de la dette française ?

Stéphane Colliac

Notons d'abord que son poids est déjà relativement élevé, mais il va continuer à augmenter puisque les titres de dette émis avant 2022 vont arriver à échéance et vont être remplacés par des titres de dette portant un taux d'intérêt plus élevé. Qu'est-ce que cela va impliquer. Par exemple en France,

00:09:20:33 - 00:09:38:37

Stéphane Colliac

que le taux d'intérêt va, pardon, le service de la dette en pourcentage du PIB, va atteindre 4 % en 2030, à peu près, et il sera donc de retour à son niveau de l'an 2000.

Emmanuel Laborde

Alors on parle là largement des économies avancées. Mais si on se focalise, est-ce que tous les pays sont égaux face à cette tendance ?

00:09:38:41 - 00:10:02:29

Stéphane Colliac

Non certains sont parvenus à stabiliser leur dette publique, voire même à légèrement la faire diminuer. En tout cas, le ratio de dette publique, dette publique sur PIB. C'est le cas de plusieurs pays d'Europe du Sud, notamment l'Italie et l'Espagne, mais aussi le Japon. Et qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire qu'en termes de déficit budgétaire primaire, c'est à dire hors charge d'intérêt, ils sont parvenus à avoir un déficit suffisamment modéré, voire en légère excédent, pour stabiliser cette dette.

00:10:02:33 - 00:10:22:43

Emmanuel Laborde

Et puis il y a un cas particulier, c'est celui de l'Allemagne.

Stéphane Colliac

Oui, l'Allemagne est un cas d'augmentation du ratio dette publique, mais qui n'inquiète pas forcément, puisque l'Allemagne met en place des plans d'investissement depuis l'année dernière. Ça fait augmenter son déficit public, ça va faire augmenter son ratio de dette publique. Mais ce dernier partait d'un niveau bas à peine supérieur à 60 % du PIB.

00:10:22:47 - 00:10:39:40

Stéphane Colliac

Par contre, là où ça a des conséquences, c'est que cette augmentation de la dette implique une augmentation des taux d'intérêt allemands. Et c'est ce qu'on appelle le benchmark. C'est la référence européenne. Et ça veut dire donc que les taux des autres pays augmentent en même temps que le taux allemand n'augmente.

Emmanuel Laborde

La France a donc vu sa dette augmenter.

00:10:39:40 - 00:10:59:37

Emmanuel Laborde

Est-ce que nous sommes le seul pays dans cette situation ?

Stéphane Colliac

Non. La France partage cette situation avec le Royaume-Uni et les États-Unis dans les plus gros pays du monde et c'est lié au fait d'avoir un déficit public de l'ordre de 5 %, ou légèrement supérieur à ce niveau. Et c'est bien évidemment trop dans le contexte actuel pour stabiliser la dette publique.

00:10:59:41 - 00:11:22:10

Stéphane Colliac

Et dans ce contexte, ce qu'on observe, c'est que la France et le Royaume-Uni mettent en œuvre des tentatives de réduction de ce déficit public afin de stabiliser à terme leur dette publique. Mais ils doivent le faire progressivement afin de ne pas casser la croissance. Par contre, ce qu'on voit, c'est que les États-Unis n'en prennent pas le chemin, mais ils pourraient être rappelés à l'ordre par les évolutions des marchés qui pourraient les inciter, les obliger, en quelque sorte à le faire.

00:11:22:14 - 00:11:39:42

Emmanuel Laborde

Merci beaucoup, Stéphane de ces explications. Prochain chapitre. Nous allons parler cette fois-ci des conséquences de cette hausse des taux sur le financement et l'investissement en zone euro. Et nous évoquerons le sujet avec Laurent Quignon.

00:11:39:46 - 00:11:59:27

Emmanuel Laborde

Bonjour Laurent et bienvenue !

Laurent Quignon

Bonjour Emmanuel, Bonjour à tous, et très heureux d'être avec vous aujourd'hui.

Emmanuel Laborde

On est très heureux de t'avoir aussi. On vient d'entendre ce qui explique la remontée des taux obligataires en zone euro. Ce n'est évidemment pas la seule cause, mais cela vient en partie du spread souverain de certains États. Quelles conséquences pour l'économie ?

00:11:59:31 - 00:12:20:28

Laurent Quignon

Alors la remontée des spreads de certains États n'a évidemment pas une bonne nouvelle, mais elle tend à produire moins d'effet qu'une hausse des taux longs hors prime de risque souverain. En France, par exemple, on a longtemps considéré que le taux de référence pour les prêts à taux fixe était le taux de l'OAT dix ans. Les spreads des emprunts d'État étaient alors relativement stables.

00:12:20:32 - 00:12:54:13

Laurent Quignon

Depuis 2024, ils se sont considérablement élargis, ce qui a rendu le choix de l'OAT 10 ans, moins approprié. Et le taux pertinent qu'utilisent les banques comme taux de référence pour les prêts à taux fixe, c'est plutôt le taux du swap dix ans, car il détermine dans une large mesure le coût des ressources adossées aux nouveaux prêts à taux fixe.

Emmanuel Laborde

Alors, depuis 2024, tout de même, on a une hausse de ce taux long, swap 10 ans, même si cette hausse est moins sensible que celle des taux souverains. Quelle incidence

00:12:54:17 - 00:13:21:37

Emmanuel Laborde

cela a sur les taux des différents prêts bancaires ?

Laurent Quignon

Alors, cela implique évidemment une hausse des prêts bancaires à taux fixe, même si cette hausse est moins sensible que si leur tarification dépendait plus largement des taux longs souverains.

Emmanuel Laborde

Et, pour les anciennes générations de crédit à taux fixe qui ont déjà été souscrits. Qu'est-ce que ça change ?

Laurent Quignon

Eh bien rien, puisque la hausse des taux et sans effet sur les prêts durant leur durée de vie, s'ils sont à taux fixe.

00:13:21:37 - 00:13:51:19

Laurent Quignon

Les emprunteurs en cours sont donc protégés, et c'est une différence fondamentale avec les prêts à taux variable pour lesquels les emprunteurs voient les taux réajustés durant la durée de vie du prêt. En revanche, les nouveaux emprunteurs à taux fixe se voient proposer des taux plus élevés. Du strict point de vue des financements bancaires, une hausse des taux courts provoque un effet restrictif large et immédiat, tandis qu'une hausse des taux longs a un effet plus diffus dans le temps,

00:13:51:19 - 00:14:14:06

Laurent Quignon

au fur et à mesure du renouvellement de l'encours de crédit à taux fixe et depuis le début de la guerre en Iran, nous voyons une combinaison des deux effets. Et concrètement, depuis le début de l'année 2026, la hausse du taux des prêts aux sociétés non financières en moyenne dans la zone euro s'établit à environ plus 25 points de base.

Emmanuel Laborde

Et pour les entreprises qui empruntent directement sur les marchés,

00:14:14:08 - 00:14:44:20

Emmanuel Laborde

qu'est-ce que ça change ?

Laurent Quignon

Alors là, l'impact est beaucoup plus direct puisque le taux auquel les entreprises émettent et le taux sans risque à long terme augmenté d'une prime de risque.

Emmanuel Laborde

Alors justement, ces primes de risque, qu'on appelle aussi les « spreads de crédit corporate », elles ont augmenté aussi ?

Laurent Quignon

Alors effectivement, elles se sont écartées en début d'année mais se sont normalisées depuis. Et pour l'instant les spreads sur les signatures les mieux notées de type « investment grade » restent plutôt mesurées.

00:14:44:24 - 00:15:09:29

Laurent Quignon

Alors cela étant, avec les émissions massives des big techs américaines sur le marché de la dette en euro, on a observé un élargissement des primes de risque corporate sur les maturités les plus longues.

Emmanuel Laborde

En quelques mots, qu'est-ce que ça change pour les décisions d'investissement des différentes entreprises ?

Laurent Quignon

Eh bien, des investissements jusque-là attractifs car suffisamment rentables au regard du coût du capital pourrait ne plus l'être.

00:15:09:33 - 00:15:27:20

Laurent Quignon

Et cela pourrait entraîner une baisse de la demande de financement bancaire.

Emmanuel Laborde

Merci beaucoup Laurent.

Laurent Quignon

Merci Emmanuel.

Emmanuel Laborde

Et on poursuit notre tour d'horizon en nous intéressant désormais aux économies émergentes avec Christine Peltier.

00:15:27:24 - 00:15:55:23

Emmanuel Laborde

Bonjour Christine, Merci de me rejoindre pour cette vidéo.

Christine Peltier

Bonjour Emmanuel, Bonjour à tous.

Emmanuel Laborde

Cet été les taux longs obligataires des pays avancés ont fortement augmentés. Que s'est-il passé dans le même temps sur les économies émergentes que tu scrutes au sein des études économiques ?

Christine Peltier

Alors les marchés obligataires émergents ont bien résisté et c'est assez inhabituel. Depuis fin juin, la hausse des rendements souverains à long terme a été moins forte que dans les pays avancés, y compris qu'aux États-Unis et en Allemagne.

00:15:55:25 - 00:16:14:25

Christine Peltier

Alors, évidemment, il y a des exceptions, par exemple la Turquie et la Pologne, et d'une façon plus générale, les marchés financiers émergents n'ont pas connu de forte correction pendant l'été et les devises se sont même appréciées légèrement contre dollar ou euro.

Emmanuel Laborde

Est-ce que ça veut dire que les finances publiques sont plus solides dans les pays émergents que dans les économies avancées ?

00:16:14:29 - 00:16:39:42

Christine Peltier

Alors ça dépend. Dans des cas comme la Corée du Sud, la République tchèque, les finances publiques sont saines, les fondamentaux macroéconomiques sont plutôt solides, mais il s'agit moins de pays émergents que de pays nouvellement avancés. A l'inverse, dans des pays comme le Brésil, l'Afrique du Sud, là, les finances publiques sont plus fragiles. Mais les investisseurs prennent déjà en compte, ce risque souverain plus élevé, dans les rendements obligataires.

00:16:39:42 - 00:17:08:34

Emmanuel Laborde

Et cette évaluation du risque n'a pas changé pendant l'été. Quand on compare les principales métriques budgétaires, qu'est-ce qui se dégage ? Quelle est la tendance que vous voyez, vous, les économistes ?

Christine Peltier

Alors, quand on parle de moyenne, en fait, les métriques des finances publiques des pays émergents ne sont pas plus mauvaises que dans les pays avancés. Par exemple, les niveaux moyens de déficit budgétaire sont assez proches, situés entre 4% et 5 % du PIB en 2025-2026.

00:17:08:38 - 00:17:29:44

Christine Peltier

Quand on regarde la dette publique, là, la dette publique des pays émergents est aujourd'hui supérieure à son niveau d'avant Covid, comme dans les pays avancés. En revanche, le niveau moyen de dette publique sur PIB, est inférieur dans les pays émergents, puisqu'il est proche de 60 % pour les émergents hors Chine, alors qu'il est supérieur à 100 % dans les pays avancés.

00:17:30:05 - 00:17:55:32

Emmanuel Laborde

Alors qu'en est-il cette fois ci quand on compare les critères de soutenabilité de la dette, dont on a parlé en début de vidéo ?

Christine Peltier

Alors là, il y a des différences régionales importantes. Par exemple, en Asie émergente, les déterminants de la solvabilité de la dette publique sont meilleurs que dans les pays avancés. Ou en Europe centrale, l'écart entre taux d'intérêt et taux de croissance est plutôt favorable, mais certains pays dégagent des déficits budgétaires primaires assez importants.

00:17:55:36 - 00:18:17:35

Emmanuel Laborde

Et qu'en est-il sur l'Amérique latine ?

Christine Peltier

Alors on peut citer le Brésil et le Mexique qui ont une position plus difficile. Ce sont des pays qui doivent dégager un excédent budgétaire primaire important chaque année pour pouvoir stabiliser la dette. On parle très souvent du péché originel. La belle image qu'ont les gouvernements qui s'endettent en devises pour pallier le manque de financements domestiques.

00:18:17:39 - 00:18:40:01

Emmanuel Laborde

Est-ce que c'est toujours une singularité des régions émergentes ?

Christine Peltier

Alors oui, parce que la part de la dette publique libellée en devises reste relativement importante, estimée à 35%-40 % de la dette totale. Mais c'est vrai que c'est une part qui s'est réduite au cours de la dernière décennie et c'est devenu un facteur de résilience.

00:18:40:05 - 00:19:12:44

Christine Peltier

Mais d'une façon générale, on peut dire quand même que les pays émergents sont moins bien lotis que les pays avancés en ce qui concerne le profil de la dette publique et les coûts de financement du gouvernement sont en général plus élevés.

Emmanuel Laborde

Quelques mots pour quasiment terminer sur la Chine.

Christine Peltier

Oui, alors la Chine a une dette publique importante et qui augmente rapidement, mais c'est une dette libellée en monnaie locale émise sur les marchés domestiques et qui est soutenable à court moyen terme, notamment grâce à un taux de croissance élevé et un taux d'intérêt effectif sur la dette très bas.

00:19:12:48 - 00:19:24:36

Emmanuel Laborde

Merci beaucoup Christine.

Christine Peltier

Merci Emmanuel.

Emmanuel Laborde



Et nous allons maintenant terminer cette vidéo, comme nous l'avons débutée en retrouvant Isabelle Mateos y Lago.

00:19:24:40 - 00:19:56:11

Emmanuel Laborde

Voilà, j'espère que toutes ces interventions vous auront permis d'y voir plus clair. Aujourd'hui, nous allons terminer à nouveau avec Isabelle Mateos y Lago. Ultime question pour toi Isabelle. Est-ce que les banques centrales devraient ou pourraient, je ne sais pas quel mot il faut choisir, aider à contenir ces hausses de taux ?

Isabelle Mateos y Lago

Alors non, surtout pas. La seule contribution durable que les banques centrales peuvent faire, à faire baisser les taux d'intérêt, c'est d'atteindre leur objectif de stabilité des prix. À court terme,

00:19:56:15 - 00:20:22:25

Isabelle Mateos y Lago

dans un certain nombre de cas, ça veut dire maintenir des taux directeurs relativement élevés, potentiellement les accroître davantage. Mais la responsabilité d'assurer la soutenabilité des finances publiques repose intégralement sur les épaules des gouvernements et faire pression sur les banques centrales pour les aider un peu à court terme serait parfaitement contreproductif.

Emmanuel Laborde

Merci beaucoup Isabelle. Merci à vous de nous avoir suivi toujours très nombreux sur ces rendez-vous.

00:20:22:34 - 00:20:47:32

Emmanuel Laborde

Juste avant de vous quitter, n'hésitez pas à consulter d'autres contenus produits par les Études Économiques de BNP Paribas. Vous avez un QR code qui est affiché en ce moment sur votre écran en le flashant simplement avec votre smartphone, vous irez directement sur le site qui est régulièrement mis à jour. Merci à tous de nous avoir suivi. Bonne rentrée et à très bientôt.